

P.L.U.i

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL



Révision du PLUi

Arrêtée le :

14 mai 2025

Approuvée le :

29 janvier 2026

Modifications - Révisions - Mises à jour

VISA

Date : 30 janvier 2026



Le Président,
Francis CHABALIER

Compléments sur les SUP :

AC1

6.1.3.1

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon

DIRECTION REGIONALE
DES
AFFAIRES CULTURELLES

Montpellier, le

30 SEP. 1994

Affaire suivie par :

940871

^ /
A R R E T E

portant inscription de l'ancienne filature des Calquières située
à LANGOGNE (LOZERE) sur l'inventaire supplémentaire des monuments
historiques.

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques
notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois
des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30
décembre 1966 et les décrets modifiés du 18 mars 1924 et n°
61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux
pouvoirs des Préfets de région ;

VU le décret N° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au
classement parmi les monuments historiques et à
l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments
historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant
auprès des Préfets de région une commission régionale du
patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique
et ethnologique de la Région Languedoc-Roussillon entendue,
en sa séance du 23 juin 1994 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'ancienne filature des Calquières située à LANGOGNE (LOZERE) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de la cohérence de cet ensemble industriel rare en France, abritant un matériel de grande qualité;

^
A R R E T E

Article 1er : Est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, l'ancienne filature des Calquières avec son canal d'amenée d'eau située à LANGOGNE (Lozère), 23 rue des Calquières, section AI parcelles n° 39 pour la filature, 459 et 16 pour le canal, d'une contenance respective de 01a 16ca, 0a 80ca et 0a 50ca et appartenant à la commune de LANGOGNE (Lozère), représentée par Monsieur Georges BRUNEL, demeurant à LANGOGNE (Lozère) et agissant en qualité de Maire au nom et pour le compte de ladite commune aux termes des délibérations du Conseil Municipal tenues les 31 juillet et 25 septembre 1992.

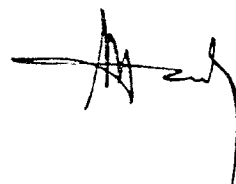
Celle-ci en est propriétaire depuis l'achat passé le 10 décembre 1992 devant maître Jean-Louis BRUNET, notaire à LANGOGNE (Lozère) et publié au bureau des hypothèques de MENDE (Lozère) le 8 février 1993, volume 1993p n° 537.

Article 2 : Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Article 3 : Il sera notifié au Préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

30 SEP. 1994
A MONTPELLIER, le

Le Préfet



Charles-Noël HARDY

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME A L'ORIGINAL

Pour Ampliation

LE CONSERVATEUR GÉNÉRAL
DES MONUMENTS HISTORIQUES



Luc CAUDROY

DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION SUPERIEURE
DES MONUMENTS HISTORIQUES

-

Séance du 8 janvier 1978

-

PROCES-VERBAL

- Yvelines - MAGNY-LES-HAMEAUX - ferme des Granges de Port-Royal. - 2
(grange et ancien bâtiment des Solitaires
situé au Sud-Est de la cour en totalité et puits), la grange
étant inscrite sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments
Historiques depuis le 21 octobre 1947. Le domaine des Granges
de Port-Royal appartenant à l'Etat a été classé dans son
ensemble par arrêté du 27 juillet 1953, y compris son parc.
- voir Inscriptions -

B) INSCRIPTIONS SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

- Côtes-du-Nord - DINAN - collège Roger Vercel, rue de Léhon, ancien couvent
des Bénédictines (façades et toitures des bâtiments
anciens) - voir Classements.
- Loire - SAINT-ETIENNE - chapelle de la Charité (en totalité, y compris
les deux sacristies situées au chevet de la chapelle
et l'escalier monumental avec sa rampe à balustrés, à l'ouest de
la grande sacristie).
- Lozère - NAUSSAC - tourelle d'escalier de l'ancien château abbatial
(parcelle n°228 section B1).
Une instance de classement pourrait être ouverte si
cela s'avérait nécessaire, pour permettre le démontage et le
remontage à un autre emplacement de cette tourelle; l'ensemble
du village devant être, en effet, détruit, avant la mise en
eau de la future retenue de NAUSSAC.
- PARIS (VII^e) - Hôtel de Charolais, 101, rue de Grenelle, ancien bâtiment
civil. (façades et toitures à l'exclusion de la façade sur
jardin à classer avec la toiture correspondante) - voir
Classements.
- Puy-de-Dôme - AUTHEZAT - église (en totalité, à l'exclusion du portail
sud à classer). voir Classements.
- Rhône - MONTIGNY - ruines de l'ancienne église.
- Seine-Maritime - ROUEN - Cour d'appel, rues aux Juifs, Boudin et Saint-Lô.
(ancien bâtiment civil) (façades et toitures,
salle des Pas Perdus, salle des Audiences Solennelles de la
Première chambre avec son décor, et dans l'aile Nord Est,
escalier d'accès au bureau du Premier Président Le Palais de
Justice de Rouen étant déjà classé parmi les Monuments Histo-
riques depuis 1840).
- Var - LES APÔS - ancien monastère de la Celle dit aussi de Sainte-Roseline
(façades et toitures des anciens bâtiments conventuels
y compris la galerie du cloître) - voir classements.
- Vaucluse - CABRIERES D'AVIGNON - château de Cabrières (façades et toiture
du château, chapelle en totalité et mur
d'enceinte avec ses tours d'angle).
- Vaucluse - ISLE-SUR-SORGUE - immeuble, 20 rue du Docteur Fallet (façades
et toitures, vestibule, escalier avec sa cage
et sa rampe en fer forgé et trois niches situées dans le jardin
dont une avec sa fontaine).
- Haute-Vienne - FEYTIAT - château de Langerie (façades et toitures du châte-
teau et de la chapelle, façade sur cour et toiture
correspondante du bâtiment des dépendances au Sud-Est, cave et
souterrain voûtés, bassin circulaire avec sa vasque et sa fontaine,
salle à pilastres et plafond à poutres apparentes de la
de la salle ouest au rez-de-chaussée et trois cheminées Empire
au premier étage).

Département Lozère

Commune NAUSSAC

Monument Tour-Escalier de la maison dite château abbatial

Adresse ou situation exacte dans le village - section B 1 - parcelle 228

|

|

,

(

n)

Nature et étendue de la protection Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques en
totalité

Le propriétaire consentirait-il au classement éventuel

Epoques de construction Fin XVI° - début XVII° siècle

Travaux

Réparation à prévoir d'urgence

Estimation (au besoin sommaire) de ces réparations

Crédit d'entretien nécessaire

N.B. Les trois renseignements précédents devront être fournis par l'Architecte des Bâtiments de France ou éventuellement par l'Architecte en Chef des Monuments historiques.

Renseignements bibliographiques

- 1 - ROBERT (A) - les abbés du monastère cistercien des Chambons au diocèse de VIVIERS (1152-1791). Extrait de la revue du vivarais - Largentière - imp. Hubert et fils 1969
 - 2 - ROBERT (A) - SAINT-JEAN (R) - ANDRE (M) - Les ruines de l'abbaye des Chambons - extrait de la revue du Vivarais - n° 1
 - 3 - GRANJOUAN (M.S.) - Inventaire des Monuments du Languedoc-Roussillon - inédit NAUSSAC 1978
- PETIT - Relevés NAUSSAC - 1978 - Agence des Bâtiments de France de la Lozère - inédit
- DESCOSY (M) - Photographies - NAUSSAC - 1978 - Inventaire des Monuments du Languedoc-Roussillon - inédit.

Documents graphiques et photographiques anciens connus

Matériaux de construction Granit - bois - tuiles

Historique

1180 - Abbatial de Pierre II de Mérule.

Donation aux religieux cisterciens des chambons "du village de NAUSSAC avec toutes ses dépendances, savoir cinq mas et un terroir...", par PONS DE DOSCHAS.

1661 - Mention du château de NAUSSAC

Il dépend du lot abbatial de Louis CHAUMEJAN-FOURILLE, abbé commendataire des chambons, qui "l'habitait volontiers".

Description sommaire

- Les vestiges de l'ancien château abbatial comprennent :

- 1) une tour-escalier (englobée dans une ferme)
- 2) le rez-de-chaussée d'une maison située à l'extrémité Est du village (parcelle 417 section B1).

Ces deux vestiges ont été réunis dans une même étude (cf. biblio. 3) suivant la tradition orale et les érudits qui ont mentionné NAUSSAC.

Seule sera étudiée ici la Tour-Escalier, les autres éléments n'étant pas d'un intérêt justifiant une demande de protection.

LA TOUR-ESCALIER : De plan circulaire, elle développe trois niveaux (dont un niveau de comble) pour une élévation totale de 10 m et un diamètre de 5 m (hors oeuvre).

Matériaux : granit d'extraction locale

assises régulières de moellons équarris de 0,30 à 0,40 m de haut
marches monolithes jusqu'à l'étage, en bois de l'étage aux combles

La tour sert de cage à un escalier en vis portant noyau.
les marches sont délardées (diamètre du noyau 0,30 m).

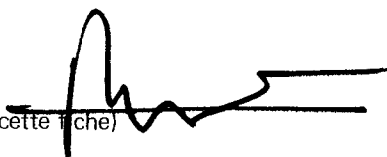
Au rez-de-chaussée, l'ancienne porte (murée) donnant à l'Est en est l'ouverture unique. Cette porte est encadrée par deux piédroits formés de quatre blocs chamfreinés, le premier bloc inférieur est porteur d'un congé. Elle est surmontée par un linteau monolithe mouluré (moulures plats) et tresse en arc légèrement sugmentaire, lui-même doublé par un

Date : 19 octobre 1978

Signature : Alain PEYRE

///...

(Ne rien coller sur cette fiche)



larmier à tore et tresse, qui reprend la courbure du linteau.

Au-dessus, un gâble en tiers-point reprend la mouluration des éléments précédents avec un tore doublé à l'intérieur par une tresse croisée au sommet.

Un écu vient se loger dans le gâble, portant les armoiries (bûchées) de l'ancien abbé de l'abbaye des Chambons ("à un ours rampant").

L'ensemble donne une curieuse et rare impression : des éléments mêlés classiques renaissants et gothique tardif, le tout traités dans un matériaux qui donne une rusticité locale qui est caractéristique.

Cette remarque s'applique aussi aux trois baies des niveaux supérieurs, dont l'encadrement reprend des canons franchement "renaissance" avec des moulures droites, croisées aux angles, et dans les parties basses des piédroits deviennent de véritables petites bases de colonnettes sur soubassement.

Cependant l'impression de rusticité donnée par le matériau est accentuée par l'épaisseur des moulures comparée aux dimensions des baies, ces dernières se trouvant un peu écrasées par le décor qui les entoure.

ELEMENTS DEFENSIFS

- à l'ouest : deux archères canonnières à ébrasement intérieur (photo 2 à gauche)
- reste d'une ancienne bretèche (corbeaux) au-dessus de l'ancienne porte (photo 4 en haut à droite)

Combles et couvertures : les deux baies d'éclairément des combles sont plus modestes dans leurs dimensions et leur encadrement.

Le toit est conique - la couverture de tuile canal est bordée par une génoise à trois rangs qui forme un avant-toit.

Cette tour est actuellement le plus bel élément architectural de la future zone inondée, et même de la région de Langogne.

Son avenir :

- CONCLUSION -

- Jusqu'à présent, les responsables de la SOMIVAL propriétaire parlaient d'un démontage et remontage en zone non inondée
- ~~Il est~~ Cette intention est actuellement abandonnée, et la SOMIVAL envisage le dynamitage sommaire de l'ensemble du bâti dans la zone inondable.
- De plus, certaines informations font état d'un dépeçage et vente d'une cheminée monumentale qui (d'après l'étude de l'Inventaire) bien que située dans une autre maison de NAUSSAC, proviendrait de l'ancien logis abbatial.
- Un dépeçage à des fins lucratives ou un dynamitage sommaire de cette tour-escalier serait très mal admis par la population.

T

RECENSEMENT des ÉDIFICES ANCIENS de la FRANCE

Département :

Lozère

Commune :

NAUSSAC

Édifice :

Tour Escalier de l'ancien logis abbatial

Documents annexés :

Fiches :

1

Photographies :

4 N et B

Plans :

4

Cartes postales :

Dessins :

Divers :

Avis de l'architecte en chef :

La Tour escalier de l'ancien logis abbatial de NAUSSAC comporte des éléments d'architecture de transition gothico-renaissance, intéressants et dont il est souhaitable d'assurer le sauvetage en l'état des projets du barrage.

Avis favorable à l'inscription de l'ensemble, ou à défaut des 4 baies moulurées, du portail mouluré, des deux meurtrières et des marches d'escalier, pouvant effectivement faire l'objet d'une dépose et d'une restitution

Montpellier le 2 novembre 1978

Jean-Pierre DUFOIX

Architecte en Chef des Monuments Historiques

Rés. Parc à Ballons III - Rue de la Croix-du-Sud

34000 MONTPELLIER - T. (67) 92.35.46

Avis du conservateur régional des Bâtiments de France :

Avis de l'inspecteur général sur la protection à prévoir :

MONUMENTS HISTORIQUES

Département : Lozère

Commune : NAUSSAC

Édifice : tour-escalier de l'ancien logis
abbatial

Paris, le

DEMANDE D'AVIS

à M. VASSAS

Inspecteur général des monuments historiques,

PIÈCES COMMUNIQUÉES

dossier de recensement

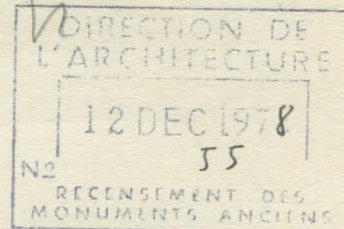
lettre du Conservateur du 13/10/78

bordereau d'envoi de la Conservation
du 6/11/78

lettre de la Conservation du 22/11/78

OBJET

Pour votre avis sur
la situation des monuments
du 11 novembre prochain



Paris, le 1 Dec 78

RÉPONSE n° 194 (R)

Il ne saurait être question, pour le service des M.H.,
de laisser aux dynamiteros le plaisir de détruire
cet intéressant vestige de l'architecture gothique,
élément non négligeable du patrimoine culturel de
la région. Le recenseur signale une étude de
l'Inventaire que, dans la conjoncture actuelle
de création de barrière, il serait très important
de pouvoir examiner en même temps que le travail
recensé. Peut-être les membres de la Commission
supérieure pourraient-ils faire profiter l'Administration
de leurs compétences pour juger de ce qui leur paraît bon
de conserver ou pas.

De toute façon, il y a extrême urgence à intervenir
soit par un avis et classement demandés par
le conservateur régional, soit par une inscription
notifiée de toute urgence. L'idéal serait que
l'étude de l'Inventaire soit présentée le 11 déc prochain
à la Délégation Permanente.

NAUSSAC.

ETAT DES LIEUX
TOUR. Plan n°1.

Echelle: 1/50°

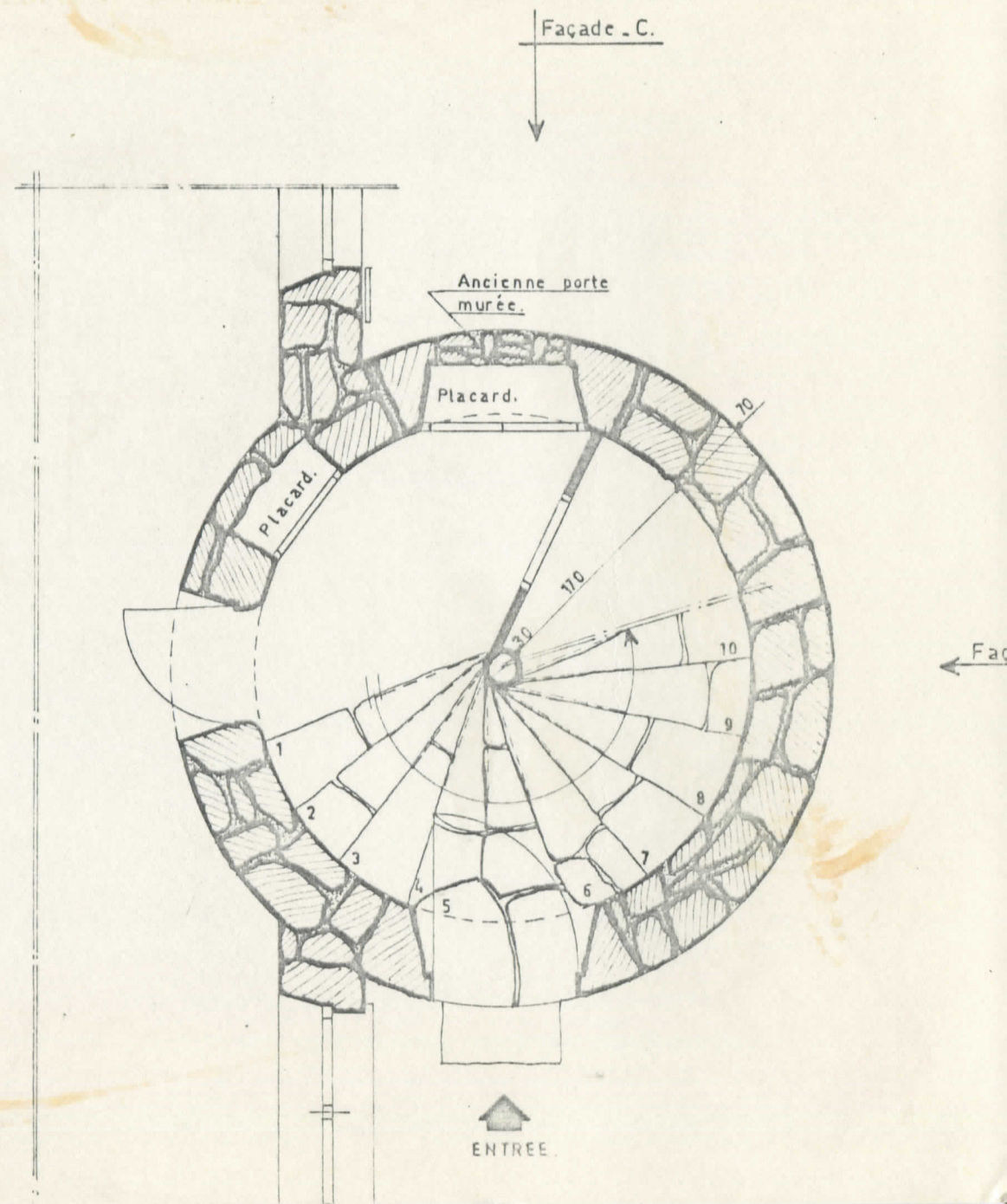
Date: le 26_6_1978

Dessin: M. PETIT J.M

Agence des batiments de France.

25.rue basse.

48000 MENDE.



NAUSSAC

ETAT DES LIEUX
TOUR. Plan n° 3

Echelle: 1/50° et 1/20°

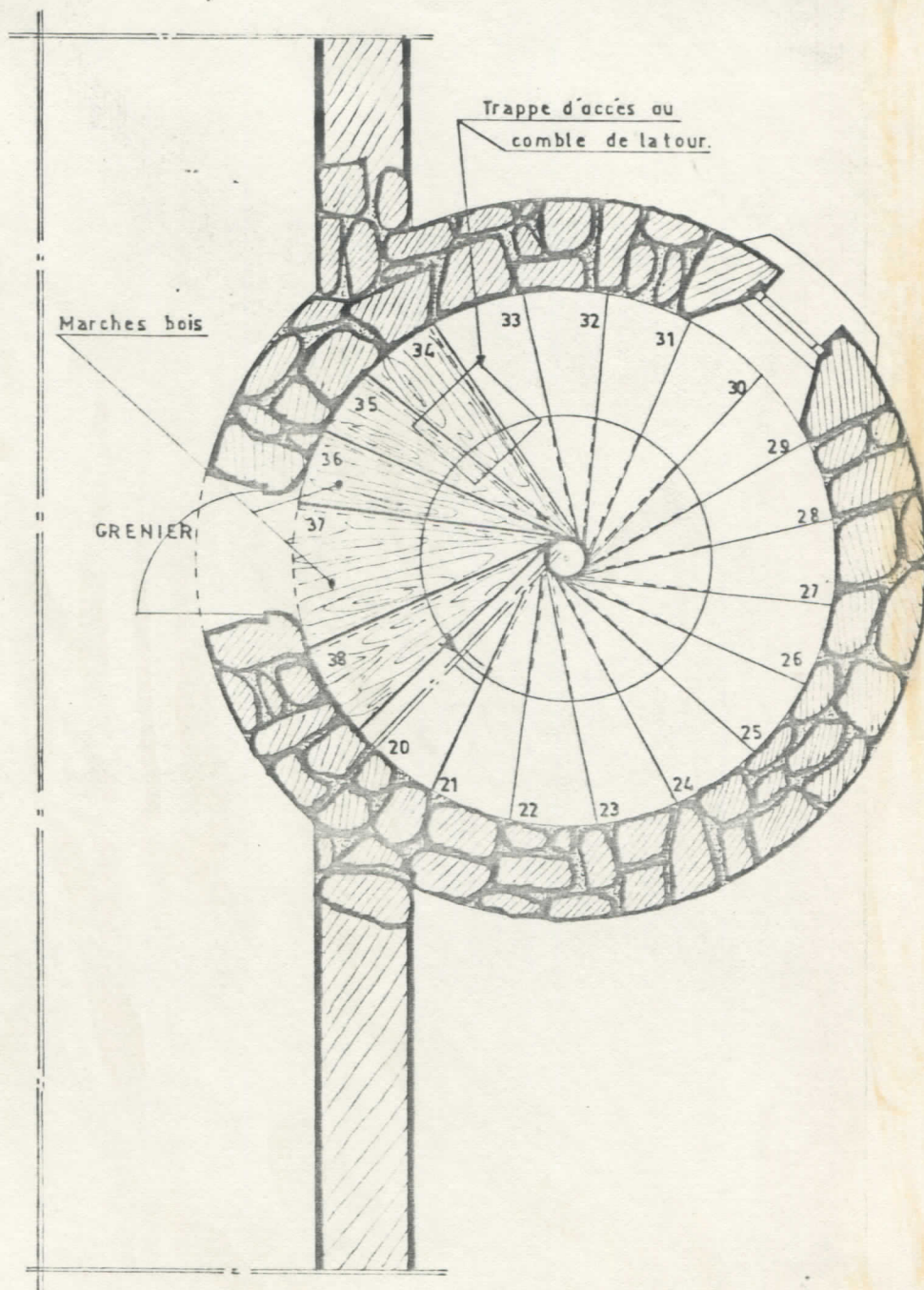
Date: le 26_6_197°

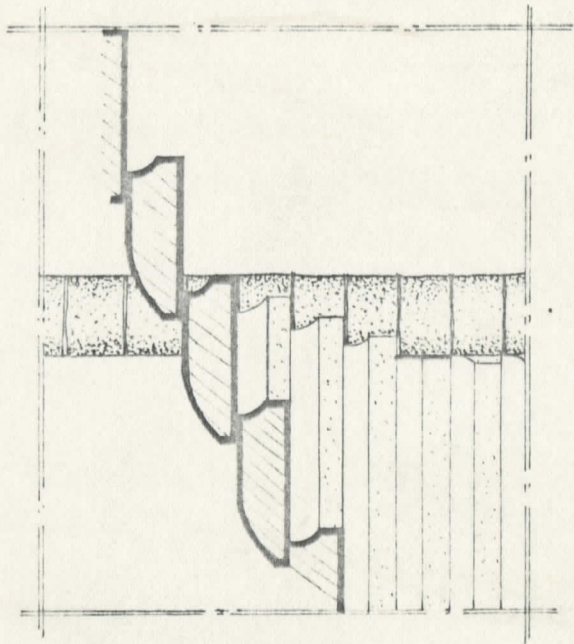
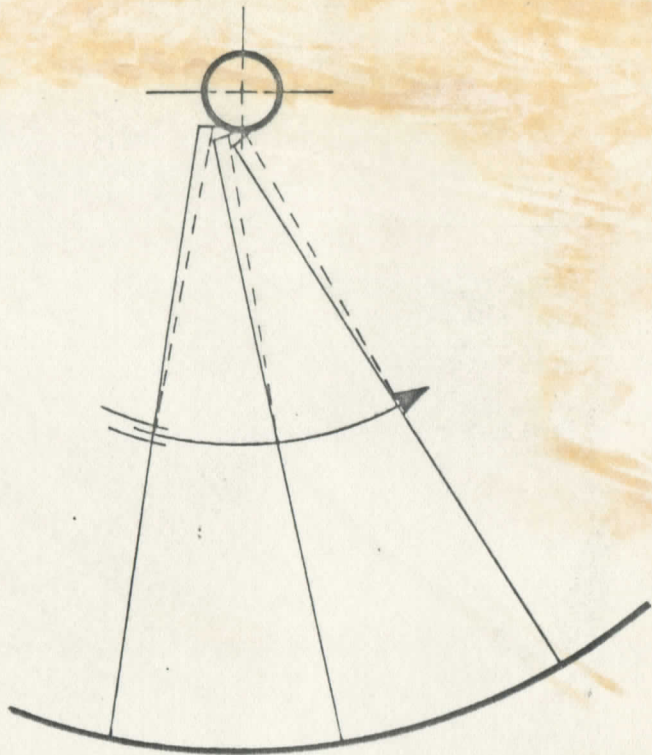
Dessin: M. PETIT J.M.

Agence des batiments de France.

25.rue basse.

48000 MENDE.





Ech: 1/20°

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, dernier paragraphe;

Vu le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi et spécialement les articles 12 et 31;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

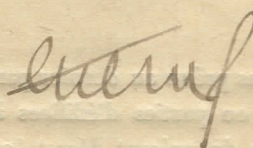
La croix du XVI^e siècle située sur la Place
du Village de Brige^s, commune d'Auroux (Lozère), et
appartenant à la commune d'Auroux, est
inscrit e sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les
archives de la préfecture, & au maire de la commune/d/

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 7 AOU 1926

Signé
Edmond HERRIOT

ARRÊTÉ.

Le Sous-Secrétaire d'État de l'Enseignement Technique et des Beaux-Arts
~~LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,~~

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, dernier paragraphe;

Vu le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi et spécialement les articles 12 et 31;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La croix du XVème siècle en fer forgé située à
St-BONNET DE MONTAUROUX (Lozère) et

appartenant à la Commune de St-Bonnet-de-Montauroux,
est

inscrit e sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les archives de la préfecture, *et* au maire de la commune *et*

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le *13 juillet 1925.*

Rameil

signé
RAMEIL

T. S. V. P.

ARRÊTÉ.

Le Ministre de l'Education Nationale

~~LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES BEAUX-ARTS,~~

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

La croix en pierre située sur la place de
LAVAL -ATGER (Lozère) au chevet de l'église

et appartenant à la commune de Laval-Atger

est inscrit e sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune d e LAVAL-ATGER,
propriétaire

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 6 MAI 1939

Par délégation spéciale :

Le Directeur général des Beaux-Arts,

~~Membre de l'Institut,~~

T. S. V. P.

MINISTÈRE

DE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE

DES

MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

Le Sous-Secrétaire d'État de l'Enseignement-Technique et des Beaux-Arts
~~LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,~~

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, dernier paragraphe;

Vu le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi et spécialement les articles 12 et 31;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La croix en pierre située derrière l'église de
~~LAVAL-ATGER, Commune de Grandrieu (Lozère) et~~

appartenant à *la Commune de Grandrieu, est*

inscrit *e* sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les archives de la préfecture, *et* au maire de la commune *x*

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le *13 juillet 1925*.

Ram

T. S. V. P.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE

DES

MONUMENTS HISTORIQUES.

ARRÊTÉ.

LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

L'Eglise de CHASTANIER (Lozère)

appartenant à la commune de CHASTANIER

est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les
et
archives de la préfecture, au maire de la commune ~~XX~~

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 4 OCT 1932.

Par délégation spéciale :

Le Directeur général des Beaux-Arts,
Membre de l'Institut,

T. S. V. P.

MINISTÈRE
DE
L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE
DES
MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'abside de l'église de LUC (Lozère)

appartenant à la commune de Luc

est inscrit e sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les
et
archives de la préfecture, au maire de la commune dox

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 17 AVR 1931.

Pour le Ministre et par délégation spéciale

Le Directeur Général des Beaux-Arts

T. S. V. P.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE

DES

MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

Le Ministre de l'Education Nationale

~~Le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts,~~Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

L'église de Laval-Atger (Lozère)

appartenant à la commune de Laval-Atger

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune de Laval-
Atger, propriétaire,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 6 MAI 1939

Par délégation spéciale :

Le Directeur général des Beaux-Arts,

- Membre de l'Institut,

T. S. V. P.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT
À L'ÉDUCATION NATIONALE
ET À LA JEUNESSE.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DES BEAUX-ARTS.

DIRECTION
DES SERVICES D'ARCHITECTURE.

BUREAU
DES MONUMENTS HISTORIQUES.

Inventaire supplémentaire.

ÉTAT FRANÇAIS.

ARRÊTÉ.

Ministre

Le/Secrétaire d'État à l'Éducation Nationale ~~et à la Jeunesse~~;

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;
Vu l'arrêté du 10 août 1942 pris en application de
~~La Commission des monuments historiques entendue;~~
la loi du 11 juillet 1942,
ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les Halles de LANGOGNE (Lozère)

appartenant à la commune.

sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les
archives de la préfecture, ^{et} au maire de la commune d e Langogne.

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 3 Novembre 1942.

~~PAR DÉLIBÉRATION~~
LE CONSEILLER D'ÉTAT
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES BEAUX-ARTS

[Signature] T. S. V. P.

[Signature]
L. HAUTEDEUR



PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

Direction régionale
des affaires culturelles

**ARRÊTÉ portant inscription au titre des monuments historiques
du monument aux morts de LANGOGNE (Lozère)**

**Le Préfet de la région Occitanie,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 juillet 2018 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que le **monument aux morts de LANGOGNE (Lozère)** présente un intérêt suffisant au point de vue de l'histoire et de l'art pour en rendre désirable la préservation en raison de son importance au sein du corpus des monuments aux morts d'Occitanie étudié dans le cadre de la commémoration du centenaire de la guerre 1914-1918, et en raison de la qualité de l'œuvre du sculpteur Maxime Réal del Sarte, inaugurée en 1922.

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{ER} : est inscrit au titre des monuments historiques le monument aux morts de LANGOGNE (Lozère), en totalité, tel que délimité en rouge sur le plan cadastral annexé, situé sur la place des halles, non cadastré et appartenant à la COMMUNE de LANGOGNE identifiée sous le n° SIREN 214 800 807 depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai au ministre de la culture, sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

ARTICLE 3 : Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Toulouse, le **18 OCT. 2018**

Pascal MAILHOS

Commune :
LANGOGNE

Section : AL
Feuille : 000 AL 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 23/07/2018
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

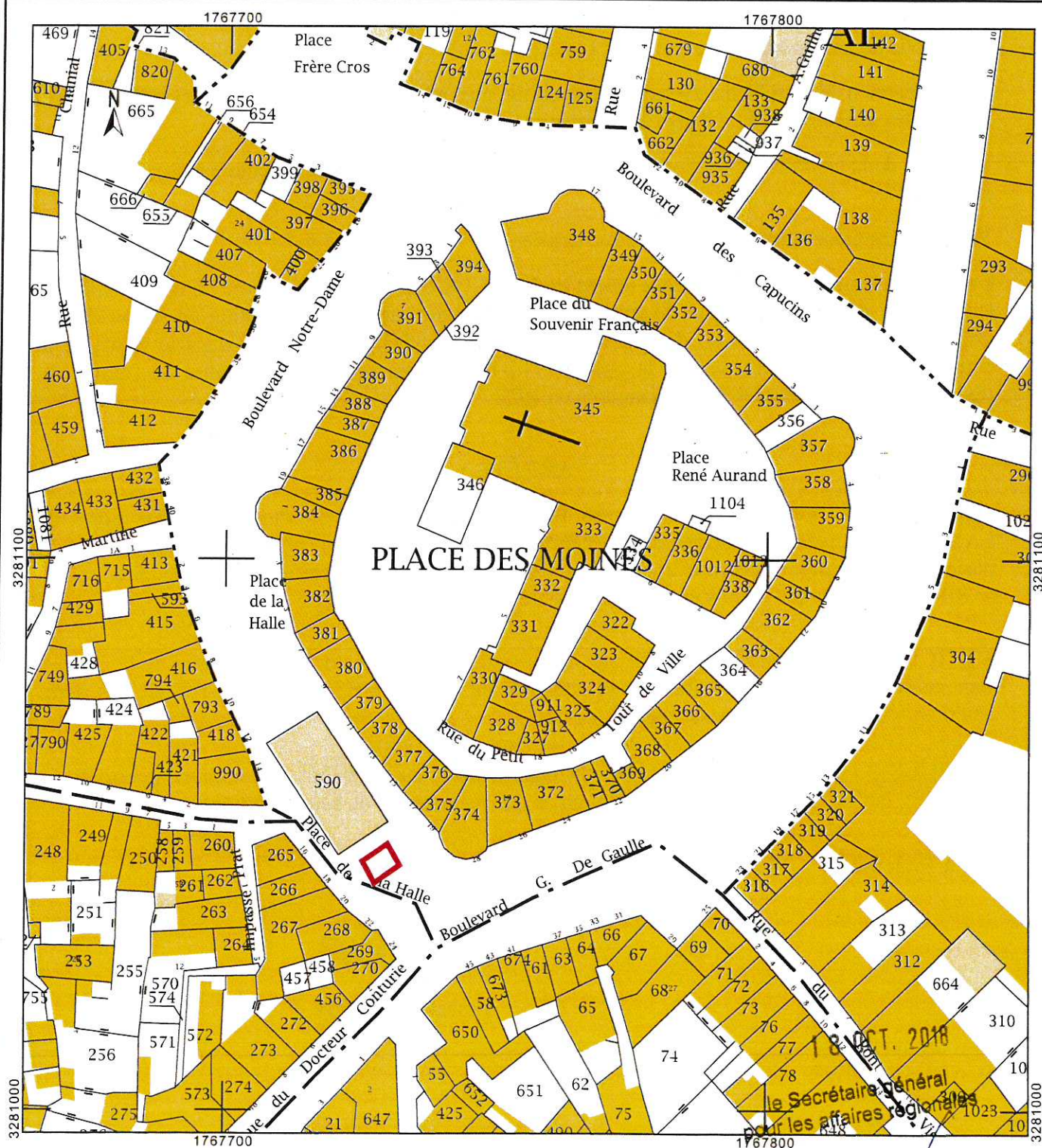
Plan annexe à l'arrêté d'inscription
au titre des monuments historiques
du monument aux morts de Langogne (Lozère)

délimité en rouge

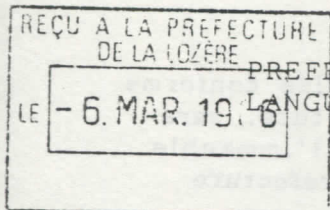
Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
MENDE
Cité Administrative 9, Rue des Carmes
48008
48008 MENDE-Cèdex.
tél. 04.66.65.77.91 -fax
cdif.mende@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Laurent CARRIÉ



860069

A R R Ê T É

Portant inscription des ruines du
château de LUC (Lozère) sur l'Inventaire
Supplémentaire des Monuments Historiques.

Le Préfet, Commissaire de la République
de la Région Languedoc-Roussillon ;

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment
l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927,
27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets
modifiés du 18 mars 1924 et n°61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs
des Commissaires de la République de Région ;

VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement
parmi les Monuments Historiques et à l'inscription sur l'Inventaire
Supplémentaire des Monuments Historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des
Commissaires de la République de région une Commission Régionale
du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et
Ethnologique de la région Languedoc-Roussillon entendue en sa
séance du 17 décembre 1985 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que les ruines du château de LUC (Lozère) présentent
un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable
la préservation ;

A R R Ê T É

Article 1er : Sont inscrites sur l'Inventaire Supplémentaire des
Monuments Historiques en totalité les ruines du château de
LUC (Lozère) situé sur la parcelle n° 268, d'une contenance
de 26a 10ca, figurant au cadastre section D et appartenant à
la commune depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

.../...

Article 2 : Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Article 3 : Il sera notifié au Commissaire de la République du département et au Maire de la commune propriétaire, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à MONTPELLIER, le 10 FEV. 1986

Copie certifiée conforme
à l'original

Pour ampliation

LE CONSERVATEUR REGIONAL
DES MONUMENTS HISTORIQUES

Jean-Pierre CAMEL

LE PREFET
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE REGION,

J. COUSSIROU

Droits	Publiéet enregistré à la
Salaire50.....	Conservation des hypothèques de
Total50.....	MENDE, le ...10. MARS 1986.....
		Dépôt 902. Volume 4473 n° 37.....
		Reçu : Cuqueroite. francs.....

Le Conservateur,

E. FAURE

A R R Ê T É

D. R. A. C. Reçu le :

25 AVR. 1985

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le Ministre de la Culture,

VU la loi du 31 Décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 Juillet 1927, 27 Août 1941, 25 Février 1943, 24 Mai 1951, 30 Décembre 1966 et le décret du 18 Avril 1961 ;

VU le décret N° 81-646 du 5 Juin 1981, relatif aux attributions du Ministre de la Culture ;

La Commission Supérieure des Monuments Historiques entendue ;

A R R Ê T É :

Article 1er - Sont inscrits sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques les ouvrages et édifices suivants, appartenant à la Société Nationale des Chemins de Fer Français, 88 rue Saint-Lazare, PARIS IXème, depuis une date antérieure au 1er Janvier 1956 :

- viaduc de CHAPEAUROUX (Lozère), (limite des départements de la Haute-Loire et de la Lozère), situé sur la parcelle du cadastre de CHAPEAUROUX, section C, N° II29, d'une contenance de 43 a, 29 ca ;

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles inscrits.

Article 3 - Il sera notifié aux Commissaires de la République de département, au Maire des communes et au propriétaire intéressé, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

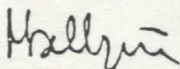
PARIS, le 28 DEC. 1984

Pour le Ministre de la Culture
et par délégation

Le Directeur du Patrimoine

Jean-Pierre WEISS

Pour ampliation
Le Chef
du Bureau de la Protection
des Monuments Historiques



Mireille BELBEQUE

.../...

Séance du 21 novembre 2007

Nombre de Conseillers
Municipaux en exercice : 22
présents : 16
votants : 19

Date convocation : 15/11/2007

Affichage : 15/11/2007

L'an deux mil sept et le 21 novembre à 20 H 30, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session sous la présidence de Madame Magdeleine ROMEUF, Maire.

Présents : M. LYON, LEBAS, CAYROCHE, GIBERT, Adjoints.
Mme THEROND, M. ROCHE, SOUCHON, TESSIER, CHAZAL, MALAVAL,
VIALA, LHERMET, HUGONI, COLLANGE, FRAISSE Conseillers municipaux.

Absents excusés : Mme BEAUD-LYON, ASTIER-BEAUD, SURJOUS.

Absents : M. ARMAND, MEJEAN, MURA

Pouvoirs : Mme BEAUD-LYON à M COLLANGE / M.SURJOUS à M LEBAS
Mme ASTIER-BEAUD à M. VIALA

Secrétaire de séance : M. LYON

Objet : MISE EN ŒUVRE DE PERIMETRES DE PROTECTION MODIFIES (PPM).

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le projet de en œuvre de trois Périmètres de Protection Modifiés (PPM) proposé par le Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine (SDAP), en application de l'article L621-2 du code du patrimoine.

Madame le Maire précise que les trois Périmètres de Protection Modifiés permettront de mieux cerner les secteurs de la Commune à enjeux et, de concentrer l'action du SDAP sur ces derniers.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

APPROUVE la proposition des Périmètres de Protections Modifiés présenté par le SDAP.

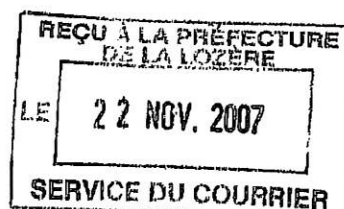
PREND ACTE que ce projet de PPM va maintenant faire l'objet d'une enquête publique concomitante à celle du PLU dont le projet a été par ailleurs.

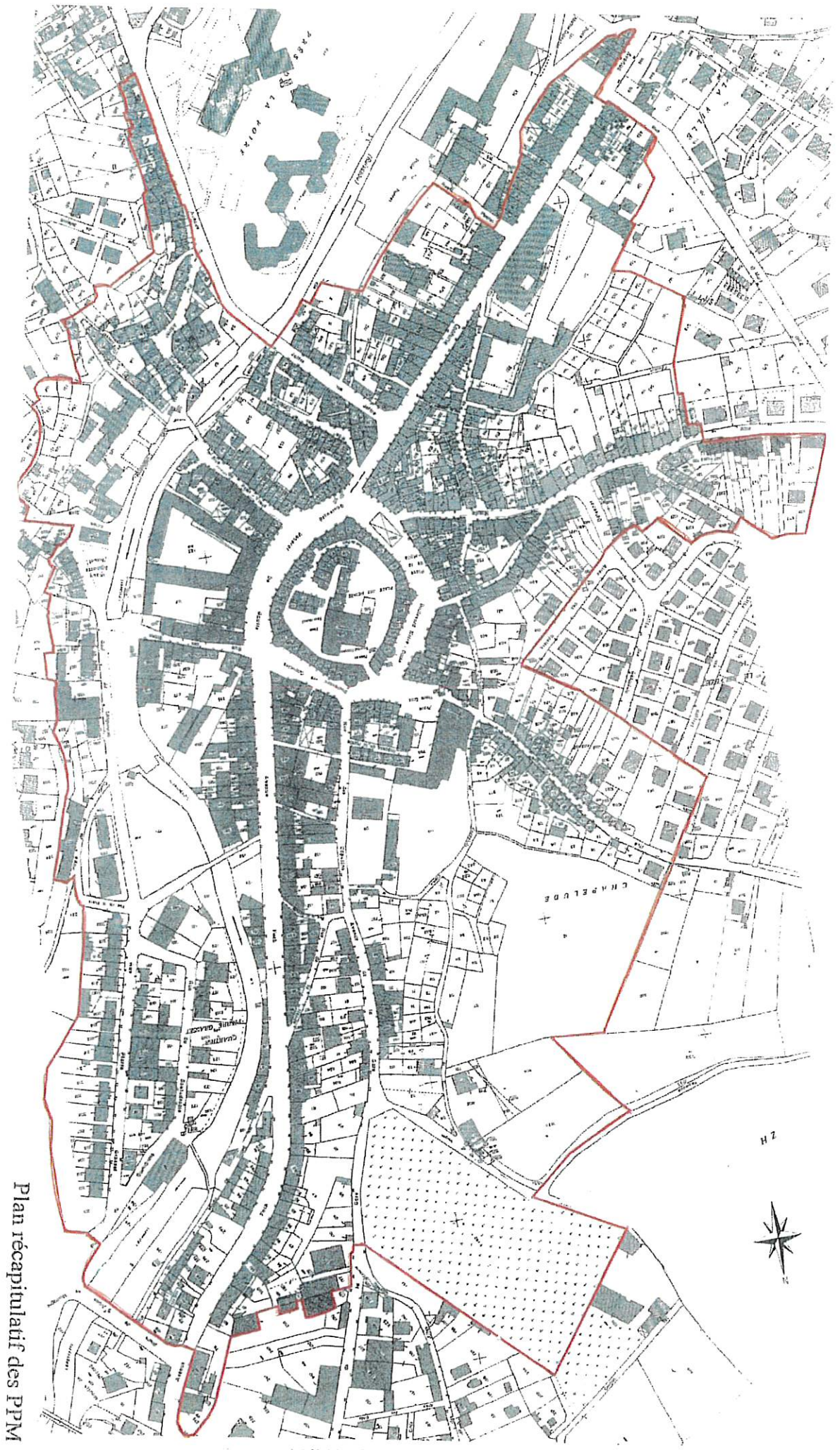
DONNE MANDAT à Madame le Maire pour effectuer les démarches nécessaires à la mise en œuvre des présentes, notamment la mise en œuvre de l'enquête publique.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le
et publication ou notification
du

Au registre, sont les signatures,
Pour copie conforme,
En Mairie de LANGOGNE,
Le Maire,

Magdeleine ROMEUF





Plan récapitulatif des PPM